

## RESPONSABLE À LA DÉFENSE DES DROITS DES CONSOMMATEURS

La *Coalition des associations de consommateurs du Québec* (CACQ) est un regroupement d'associations de consommateurs provinciales qui s'unissent autour d'une mission et d'objectifs communs faisant alliance pour défendre des intérêts communs sur la scène nationale.

### Mission

La CACQ vise la promotion et la défense des intérêts des consommateurs par la pleine reconnaissance et application des droits humains. Elle comprend la promotion de droits à faire reconnaître ainsi que les actions qui favorisent le plein exercice des droits existants.

Regroupant des organismes de défense collective des droits, l'action du regroupement inclut les composantes suivantes de la défense des droits : une action politique non partisane, des activités de mobilisation sociale, des activités de représentation et des activités d'éducation populaire autonome, axées sur les droits et la vie démocratique. Nous parlons de défense des intérêts des consommateurs afin d'inclure, en plus de la défense des droits, tous les autres aspects du domaine de la consommation qui ne relèvent pas de façon stricte du domaine des droits.

### Objectifs

- Favoriser le développement et renforcer la cohésion du mouvement de consommateurs autonome québécois dans le respect des autonomies particulières des associations membres;
- Favoriser le partage de vues sur les enjeux du développement de la société de consommation;
- Défendre les intérêts de ses membres, notamment en ce qui concerne le financement des associations;
- Favoriser la communication entre les associations;
- Promouvoir des actions communes sur des enjeux soulevés par notre société de consommation (crédit, appauvrissement, etc.).

### Sommaire du poste

Sous la supervision du conseil d'administration, la personne responsable de la défense de droits voit à la réalisation des mandats confiés par le conseil d'administration. Ce poste vise à assurer la défense des droits collectifs des consommateurs au sens large. La personne recherchée sera responsable d'initier des actions et de promouvoir les droits des consommateurs. En plus de répondre aux demandes des membres ainsi qu'aux demandes individuelles d'information, elle devra voir au développement du regroupement et organiser diverses activités d'éducation. Elle sera également responsable de défendre les droits des consommateurs sur la place publique. Dans cette optique, elle sera amenée à faire des représentations politiques non partisans et à mener des campagnes d'information et de mobilisation auprès des membres de la Coalition. Cette personne aura aussi le mandat de mobiliser les membres et de siéger à diverses tables de concertation. Plus

précisément, et sans s'y limiter, la personne responsable devra orienter ses activités et ses actions en lien avec les 4 champs d'action définis par le SACAIS soit :

1. Effectuer de la mobilisation sociale;
2. Effectuer de l'analyse politique non-partisane;
3. Effectuer des actions d'éducation populaire;
4. Effectuer des actions de représentation.

#### Principales tâches :

- Créer et transmettre des outils de défense des droits des consommateurs aux membres de la Coalition;
- Réaliser des activités de communication et de représentation;
- Participer, initier et coordonner des activités collectives de défense des droits des consommateurs (activités d'éducation populaire, de mobilisation sociale, de prévention et/ou de promotion des droits des consommateurs et de saines habitudes de consommation);
- Assurer une veille sur les développements législatifs du secteur de la consommation;
- Dénoncer les pratiques commerciales qui vont à l'encontre de la *Loi sur la protection du consommateur*;
- Participer à la réalisation du plan d'action conformément à la planification annuelle des objectifs et aux demandes des bailleurs de fonds;
- Défendre les intérêts des membres;
- Générer une vie associative stimulante.
- Effectuer la gestion des réseaux sociaux.

#### Compétences recherchées :

- Connaissance et intérêt marqué en droit de la consommation;
- Capacité de synthèse et facilité à vulgariser l'information (à l'oral comme à l'écrit);
- Capacité à analyser les enjeux politiques et sociaux;
- Compétences en gestion des communautés web;
- Capacité à travailler en équipe dans un contexte d'autogestion;
- Capacité à mener plusieurs projets de front;
- Ouverture à suivre de la formation continue;
- Sens de l'organisation et de la gestion des priorités, polyvalence, créativité et autonomie.

#### Exigences du poste :

- Fortes habiletés en communication ou expérience équivalente;
- Excellent français parlé et écrit;
- Expérience en mobilisation et en animation dans une perspective d'éducation populaire ;
- Connaissance des logiciels propres à la fonction : suite Office, Canva, Mailchimp, photoshop, etc. (un atout)
- Intérêt pour le droit de la consommation (un atout);
- Toutes combinaisons d'expérience ou formations pertinentes sera considérée.

Conditions d'emploi :

- Contrat d'un an avec forte possibilité de prolongation;
- Salaire horaire de 27, 50 \$ de l'heure;
- Horaire de 35 heures par semaines flexible et variable;
- 4 semaines de vacances annuelles;
- Conciliation travail-famille;
- Congés santé de 12 jours par période contractuelle;
- Congé de deux semaines durant la période des fêtes;
- Déplacement occasionnels possibles;
- La prestation de service est offerte en télétravail (matériel fourni par l'employeur).

Les personnes intéressées sont invitées à soumettre leur candidature en faisant parvenir une lettre de présentation ainsi que leur curriculum vitae, au plus tard le **vendredi 3 décembre 2021 à 16 h 00** à M. Samuel Boily, président, à l'adresse courriel suivante :

[samuel.boily@servicebudgetaire.com](mailto:samuel.boily@servicebudgetaire.com)

Les entrevues auront lieu dans la semaine du 13 décembre 2021 pour une entrée en poste le lundi 10 janvier 2022.

À noter que le comité de sélection communiquera uniquement avec les personnes sélectionnées pour une entrevue.